

**MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION** [S - C - 29255]

**10 JUILLET 1996. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la commission paritaire centrale  
de l'enseignement officiel subventionné**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné tel que modifié par le décret du 10 avril 1995 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, notamment les articles 85 à 92;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 portant création des commissions paritaires de l'enseignement officiel subventionné;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente Laurette Onkelinx chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé, du Ministre Jean-Pierre Grafé chargé de l'enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales et du Ministre Jean-Claude Van Cauwenberghe chargé du Budget, des Finances, de la Fonction Publique et de l'Enseignement de Promotion sociale;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 24 juin 1996;

Arrête :

**Article 1er.** Le règlement d'ordre intérieur de la Commission paritaire centrale de l'Enseignement officiel subventionné, ci-annexé, est approuvé.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 juin 1996.

Bruxelles, le 10 juillet 1996.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Éducation, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,

Mme L. ONKELINX

Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique, du Sport et des Relations internationales,

J.-P. GRAFÉ

Le Ministre chargé du Budget, des Finances, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe

**COMMISSION PARITAIRE CENTRALE DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL SUBVENTIONNÉ**

**Règlement d'ordre intérieur adopté en séance plénière du 1er avril 1996**

**CHAPITRE Ier. — Institution, siège**

**Article 1er. § 1er.** Définition.

Par arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 19 mai 1995 (*Moniteur belge* du 19 septembre 1995) est instituée la Commission paritaire centrale de l'enseignement officiel subventionné, ci-après dénommée "Commission paritaire centrale", compétente pour les établissements d'enseignement officiel subventionnés des niveaux concernés par le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

**§ 2.** Compétence.

Conformément à l'article 1er du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, la compétence de la Commission s'étend aux Pouvoirs organisateurs ainsi qu'aux membres du personnel subsidiés occupés par les établissements susvisés.

**Art. 2.** Le siège de la Commission est établi à Bruxelles, dans les locaux du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française, actuellement, Cité Administrative, rue Royale, 204 (adresse postale: boulevard Pachéco 19, boîte O, à 1010-Bruxelles). Toutefois, en cas de nécessité, le président peut décider de tenir des réunions en dehors du siège de la Commission paritaire.

**CHAPITRE II. — Mission**

**Art. 3.** La Commission paritaire centrale a principalement pour mission :

- 1° de délibérer sur les conditions générales de travail dans l'enseignement officiel subventionné;
- 2° de prévenir ou de concilier tout différend qui menacerait de s'élever ou se serait élevé entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, et de ses arrêtés d'exécution;
- 3° d'établir pour le personnel de l'enseignement officiel subventionné des règles complémentaires aux dispositions statutaires du décret du 6 juin 1994 précité et de ses arrêtés d'exécution;
- 4° de donner des avis sur toutes questions relatives à l'organisation, la défense et la promotion de l'enseignement officiel.

**CHAPITRE III. — Composition**

**Art. 4.** La Commission paritaire centrale est composée de :

- 1° douze membres effectifs et douze membres suppléants représentant les pouvoirs organisateurs dans l'enseignement officiel subventionné;

2° douze membres effectifs et douze membres suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel dans l'enseignement officiel subventionné;

3° un président et un vice-président;

4° un référendaire;

5° un secrétaire et un secrétaire-adjoint.

Les président, vice-président, référendaire, secrétaire, secrétaire-adjoint et membres de la Commission ont été nommés pour la première fois par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 1996.

Les membres sont nommés pour une période de 6 années.

Le mandat des membres prend fin :

1° en cas de démission;

2° lorsque l'organisation qui a présenté le membre concerné demande son remplacement;

3° en cas de décès.

Tout membre quittant une Commission paritaire est remplacé dans les trois mois qui suivent. Il achève le mandat de son prédécesseur.

Lorsqu'une organisation demande au Gouvernement de la Communauté française le remplacement d'un membre ou suppléant, elle transmet copie de cette demande de modification au président de la Commission paritaire centrale.

**Art. 5.** Les membres de la Commission peuvent se faire assister par des conseillers techniques dont le nombre est fixé à maximum 24 membres.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les pouvoirs organisateurs est fixé à maximum 12 membres.

Le nombre de conseillers techniques qui pourront être délégués par les organisations représentatives des membres du personnel est fixé à maximum 12 membres.

#### CHAPITRE IV. — Fonctionnement

##### IV-1. Réunions

**Art. 6.** La Commission se réunit à l'initiative du président ou à la demande d'une organisation qui y est représentée.

Toute demande émanant d'une organisation doit être inscrite à l'ordre du jour d'une réunion de la Commission paritaire centrale, dans les 30 jours suivant sa réception par le président. En cas d'urgence dûment justifiée, ce délai est réduit à 15 jours.

Cette demande mentionne les points que l'organisation désire voir porter à l'ordre du jour et est accompagnée d'une note explicative et de toute la documentation nécessaire.

**Art. 7.** Le président fixe la date de la réunion et arrête l'ordre du jour.

Un point supplémentaire peut être ajouté à l'ordre en séance, moyennant l'accord unanime des membres.

**Art. 8.** Les membres, tant effectifs que suppléants, sont convoqués à l'intervention du président. La convocation indique la date, le lieu et l'ordre du jour de la réunion et est accompagnée de toute la documentation relative à l'ordre du jour, et, s'il y a lieu, de la note explicative visée à l'article 6.

Elle est adressée aux membres effectifs et suppléants ainsi qu'au référendaire au moins 14 jours calendrier avant la date de la réunion.

**Art. 9.** Le membre empêché pourvoit à sa suppléance.

Lorsqu'un membre suppléant remplace un membre effectif, il en avertit le président dès l'ouverture de la séance.

Lorsque des conseillers techniques assistent à la réunion, la Commission est informée de leur présence au plus tard au début de la séance par un membre de la Commission paritaire.

**Art. 10.** La Commission ne délibère valablement que si la majorité des membres effectifs ou suppléants représentant les pouvoirs organisateurs et la majorité des membres effectifs et suppléants représentant les organisations représentatives des membres du personnel sont présents. Les membres suppléants ne peuvent siéger valablement qu'en remplacement des membres effectifs empêchés.

Si la condition de quorum visée à l'alinéa précédent n'est pas remplie, une nouvelle réunion dont la date est fixée en séance sera convoquée et pourra valablement délibérer sur les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion remise, quel que soit le nombre de membres présents représentant d'une part, les organisations représentatives des membres du personnel et d'autre part, les pouvoirs organisateurs.

**Art. 11.** Le président vérifie si les conditions fixées pour délibérer valablement sont réunies.

Il dirige les débats et assure le bon fonctionnement de la Commission.

Le président veille à la transmission des décisions de la Commission paritaire centrale au(x) membre(s) du Gouvernement de la Communauté française compétent(s) pour le statut des membres du personnel visés à l'article 1 du présent règlement d'ordre intérieur ainsi qu'aux parties concernées. Il assure cette transmission dans les 8 jours suivant l'approbation définitive du texte de la décision.

Lorsque la Commission paritaire centrale prend une décision, elle précise si elle souhaite que le Gouvernement de la Communauté française lui donne ou non force obligatoire.

Le président informe les membres de la Commission paritaire centrale dans les plus brefs délais, au plus tard pendant la séance suivante, de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 86 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

Il informe également les membres de la notification que lui adresse le Gouvernement de la Communauté française lorsque celui-ci donne force obligatoire à une décision.

**Art. 12.** Le secrétaire et/ou le secrétaire-adjoint assiste (nt) aux réunions de la Commission.

**Art. 13.** Les réunions de la Commission ne sont pas publiques.

## IV-2. Procès-verbal des réunions

**Art. 14.** Le secrétaire établit le procès-verbal de chaque réunion.

Le procès-verbal mentionne :

- la dénomination de l'organe paritaire;
- le lieu et la date de la réunion, les heures d'ouverture et de clôture;
- le nom des membres présents, excusés ou absents et l'organisation qui a présenté ces membres;
- le nom des membres suppléants représentant les membres effectifs empêchés;
- le nom des techniciens (techniciennes);
- les points portés à l'ordre du jour;
- la constatation par le président que les conditions légales pour délibérer sont valablement réunies.

Le procès-verbal contient un court résumé des débats, le libellé des avis, des décisions, les votes, et toute déclaration pour laquelle il a été demandé une reprise in-extenso.

**Art. 15.** Le secrétaire transmet le procès-verbal au président dans un délai de 8 jours calendrier. Le président signe le procès-verbal de la réunion qu'il transmet dans un second délai de 8 jours calendrier aux membres effectifs et suppléants. A défaut de demande de rectification adressée par écrit au président dans les 8 jours de la réception du procès-verbal, celui-ci est censé être approuvé par la Commission et est dès lors envoyé au Gouvernement de la Communauté française.

Le président soumet la demande de rectification à l'accord des membres qui ont assisté à la réunion.

Dans tous les cas, l'approbation définitive du procès-verbal a lieu au début de la séance suivante de la Commission.

## IV-3. Décisions et autres actes de la Commission

**Art. 16.** Les avis, propositions, demandes et décisions ainsi que les autres actes de la Commission sont approuvés au cours de la réunion pendant laquelle ils ont été formulés, pris ou conclus et font chacun l'objet de documents séparés et numérotés qui sont annexés au procès-verbal de la réunion.

**Art. 17.** Les décisions sont prises à l'unanimité des voix des membres présents. Toutefois, si l'unanimité ne peut être atteinte lors de la première réunion, une nouvelle réunion dont la date est fixée en séance se tient dans les 15 jours.

Dans ce cas, les décisions sont prises valablement à condition qu'elles recueillent les 2/3 des suffrages exprimés parmi les membres présents, au sein de chaque groupe.

Ne sont pas considérés comme des suffrages :

- 1° les votes blancs;
- 2° les abstentions.

**Art. 18.** Les décisions prises au sein de la Commission peuvent être rendues obligatoires par le Gouvernement de la Communauté française, à la demande de la Commission ou d'une organisation représentée au sein de celle-ci.

Conformément à l'article 11, le président de la Commission tiendra les membres informés des décisions prises par le Gouvernement de la Communauté française à propos des demandes visées à l'alinéa précédent.

## IV-4. Autres attributions du président, du vice-président et du secrétaire

**Art. 19.** Le président représente la Commission dans les rapports de celle-ci avec les tiers. Il signe la correspondance de la Commission.

Il ne peut déléguer ces pouvoirs au secrétaire.

**Art. 20.** En cas d'absence du président, le vice-président le remplace et exerce dans ce cas les mêmes attributions que celles du président.

**Art. 21.** Le secrétaire exerce sa mission sous l'autorité et la direction du président.

## IV-5. Constitution de groupes de travail

**Art. 22.** La Commission peut constituer des groupes de travail et faire étudier les problèmes particuliers qu'elle détermine. Les conclusions des études des groupes de travail sont soumises à la Commission pour approbation.

## CHAPITRE V. — Conciliation

**Art. 23.** La Commission paritaire centrale peut créer en son sein une instance de conciliation dont la composition, la compétence matérielle et le mode de fonctionnement sont réglés par une décision de la Commission paritaire centrale et dont la mission consiste à prévenir ou concilier tous les litiges entre les pouvoirs organisateurs et les membres du personnel relevant de la compétence de cette même Commission paritaire centrale.

## CHAPITRE VI. — Modification du présent règlement

**Art. 24.** Le présent règlement d'ordre intérieur peut être modifié par décision de la Commission si les modifications projetées ne dérogent pas à la législation et ont été inscrites à l'ordre du jour. La modification est soumise à l'approbation du Gouvernement de la Communauté française.

## CHAPITRE VII. — Dispositions finales

## VII-1. Correspondance et archives

**Art. 25.** Toute la correspondance relative à ce qui concerne la Commission doit être adressée au président au siège de la Commission visé à l'article 2.

**Art. 26.** Les archives de la Commission sont conservées au siège de cette dernière.

## VII-2. Dépôt du règlement d'ordre intérieur

**Art. 27.** Le présent règlement d'ordre intérieur, approuvé par le Gouvernement de la Communauté française en application de l'article 88 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, est déposé au secrétariat de la Commission.

VII-3. Entrée en vigueur

Art. 28. Le présent règlement d'ordre intérieur produit ses effets le 1er avril 1996.

Ainsi approuvé en séance de la Commission paritaire centrale le 1er avril 1996.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 juillet 1996.

La Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse,  
de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,  
Mme L. ONKELINX

Le Ministre chargé de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,  
du Sport et des Relations internationales,  
J.-P. GRAFE

Le Ministre chargé du Budget, des Finances, de la Fonction publique et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

[S - C - 29255]

**10 JULI 1996. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap  
houdende goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Centrale Paritaire Commissie  
voor het officieel gesubsidieerd onderwijs**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreet van 10 april 1995 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, inz. op de artikelen 85 tot 92;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 19 mei 1995 houdende oprichting van paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

Op de voordracht van Mevr. Laurette Onkelinx, Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid, van Minister Jean-Pierre Grafé, belast met Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen, en van Minister Jean-Claude Van Cauwenberghe, belast met Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken en het Onderwijs voor Sociale Promotie;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 24 juni 1996;

Besluit :

Artikel 1. Bijgaand huishoudelijk reglement van de Centrale Paritaire Commissie voor het officieel gesubsidieerd onderwijs wordt goedgekeurd.

Art. 2. Dit besluit treedt op 5 juni 1996 in werking.  
Brussel, 10 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L. ONKELINX

De Minister belast met Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken, belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage

**CENTRALE PARITAIRE COMMISSIE VOOR HET OFFICIEEL GESUBSIDIEERD ONDERWIJS**

Huishoudelijk reglement aangenomen op de plenaire vergadering d.d. 1 april 1996

HOOFDSTUK I. — Instelling, zetel

Artikel 1. § 1. Omschrijving.

Bij besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap d.d. 19 mei 1995 (Belgisch Staatsblad d.d. 19 september 1995) wordt de Centrale Paritaire Commissie voor het officieel gesubsidieerd onderwijs ingesteld - hierna genoemd « Centrale Paritaire Commissie » die bevoegd is voor de inrichtingen voor officieel gesubsidieerd onderwijs op de niveaus bedoeld bij voormeld Decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 6 juni 1994.

§ 2. Bevoegdheid.

Overeenkomstig art. 1 van hetzelfde decreet van de Franse Gemeenschap d.d. 6 juni 1994 strekt de bevoegdheid van de Commissie zich uit tot de Inrichtende Machten en de gesubsidieerde personeelsleden die door bovengenoemde onderwijsinrichtingen worden tewerkgesteld.

**Art. 2.** De zetel van de Commissie wordt te Brussel gevestigd, in de lokalen van het « Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation de la Communauté française » (Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming), Administratief Centrum, Koningstraat 204 (postadres : Pachecolaan 19, bus O, 1010 Brussel).

Bij noodgeval kan de voorzitter beslissen, de vergaderingen buiten de zetel van de Paritaire Commissie te houden.

#### HOOFDSTUK II — *Oprichting*

**Art. 3.** De opdrachten van de Paritaire Commissie van het secundair onderwijs zijn o.m. :

- a) over de algemene arbeidsvoorwaarden in het officieel gesubsidieerd onderwijs beraadslagen;
- b) elk geschil voorkomen of bijleggen dat zou kunnen rijzen of gerezen zijn tussen de inrichtende machten en de personeelsleden die ressorteren onder voormeld decreet van 6 juni 1994 en de uitvoeringsbesluiten;
- c) regels opmaken ter aanvulling van de statutaire bepalingen van voormeld decreet van 6 juni 1994 en de uitvoeringsbesluiten, voor de personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs;
- d) adviezen geven over alle vraagstukken inzake organisatie, verdediging en begunstiging van het officieel onderwijs.

#### HOOFDSTUK III. — *Samenstelling*

**Art. 4.** De Paritaire Commissie bestaat uit :

1° 12 werkende leden en 12 plaatsvervangers die de inrichtende machten in het officieel gesubsidieerd onderwijs vertegenwoordigen;

2° 12 werkende leden en 12 plaatsvervangers die de representatieve organisaties vertegenwoordigen van personeelsleden in het officieel gesubsidieerd onderwijs, aangesloten bij een vakbond die in de Nationale Arbeidsraad vertegenwoordigd is;

3° een voorzitter en een ondervoorzitter;

4° een referendaris;

5° een secretaris en een adjunct-secretaris.

De voorzitter, ondervoorzitter, referendaris, secretaris, adjunct-secretaris en commissieleden werden voor de eerste keer bij een besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 15 maart 1996 benoemd.

De leden worden voor 6 jaar benoemd.

Het mandaat van de leden neemt een einde :

a) bij ontslag;

b) wanneer de organisatie die het lid voorgedragen heeft, zijn vervanging vraagt;

c) bij overlijden.

Elk lid dat een paritaire commissie verlaat, wordt binnen de eerstvolgende drie maanden vervangen.

De plaatsvervanger beëindigt het mandaat van zijn voorganger.

Wanneer een organisatie de bevoegde Minister de vervanging van een werkend lid of een plaatsvervanger vraagt, zendt ze een afschrift van deze vraag tot wijziging over aan de Voorzitter van de Centrale Paritaire Commissie.

**Art. 5.** De commissieleden kunnen worden bijgestaan door technische adviseurs, wier aantal wordt vastgesteld op ten hoogste 24.

Het aantal technische adviseurs die door de werkgeversorganisaties mogen worden afgevaardigd wordt op 12 vastgesteld.

Het aantal technische adviseurs dat door de vakbonden mag worden afgevaardigd, wordt eveneens vastgesteld op 12.

#### HOOFDSTUK IV. — *Werking*

##### IV-1. Vergaderingen

**Art. 6.** De Commissie vergadert op initiatief van de voorzitter of op vraag van een organisatie die er vertegenwoordigd is.

Elke vraag die van een organisatie uitgaat moet op de agenda van een vergadering van de Centrale Paritaire Commissie worden ingeschreven binnen de dertig dagen na de ontvangst ervan door de voorzitter. Deze termijn wordt verminderd tot 15 dagen bij behoorlijk aangetoonde dringende noodzakelijkheid.

Deze vraag vermeldt de punten die de organisatie op de agenda wenst te brengen en gaat gepaard met een verklarende nota en de nodige documenten.

**Art. 7.** De voorzitter bepaalt de datum van de vergadering en maakt de agenda op.

Een bijkomend punt mag tijdens de vergadering op de agenda worden gebracht voor zover de leden er unaniem akkoord mee gaan.

**Art. 8.** Zowel de werkende leden als de plaatsvervangers worden door toedoen van de voorzitter bijeengeroepen.

De oproepingsbrief vermeldt de datum, de plaats en de agenda van de vergadering en gaat gepaard met de documentatie betreffende de agenda en desnoods met de verklarende nota, bedoeld in artikel 6.

Hij wordt aan de werkende leden en de plaatsvervangers, alsmede aan de referendaris, ten minste 14 kalenderdagen voor de datum van de vergadering gericht.

**Art. 9.** Het werkend lid dat belet is, voorziet in zijn vervanging.

Wanneer een plaatsvervanger een werkend lid vervangt, verwittigt laatstgenoemde de voorzitter zodra de vergadering geopend wordt.

Wanneer technische adviseurs de vergadering bijwonen, wordt de commissie uiterlijk bij het begin van de vergadering door een lid van de paritaire commissie op de hoogte van hun aanwezigheid gebracht.

**Art. 10.** De Commissie beraadslaagt geldig wanneer ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de inrichtende machten vertegenwoordigen, en ten minste de helft van de werkende leden of plaatsvervangers die de personeelsleden vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

De plaatsvervangers hebben geldig zitting ter vervanging van verhinderde werkende leden.

Indien de in het vorig lid bedoelde voorwaarde niet vervuld wordt, zal een nieuwe vergadering belegd worden en dan geldig beraadslagen, wat het aantal ook moge zijn van de aanwezige leden die enerzijds de inrichtende machten en anderzijds de representatieve organisaties van personeelsleden vertegenwoordigen, over de punten die op de agenda van de uitgestelde vergadering stonden.

**Art. 11.** De voorzitter ziet na of de voor een geldige beraadslaging vastgestelde voorwaarden vervuld zijn. Hij leidt de besprekingen en zorgt voor de goede werking van de Commissie.

De voorzitter zorgt voor het verzenden van de beslissingen van de Centrale paritaire commissie aan het lid of de leden van de Regering van de Franse Gemeenschap bevoegd voor het statuut van de in artikel 1 van dit huishoudelijk reglement bedoelde personeelsleden, en aan de betrokken partijen. Hij zorgt voor deze verzending binnen de acht dagen die op de definitieve goedkeuring van de tekst van de beslissing volgen.

Wanneer de Centrale Paritaire Commissie een beslissing neemt, preciseert ze of ze wenst dat de Regering van de Franse Gemeenschap er bindende kracht aan geeft.

De voorzitter deelt onverwijld, uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering, de leden van de Centrale Paritaire Commissie de kennisgeving mee die de Regering aan hem richt ter uitvoering van artikel 86 van voormeld decreet d.d. 6 juni 1994 vrij, of wanneer de Regering bindende kracht geeft aan een beslissing.

**Art. 12.** De secretaris of de adjunct-secretaris woont de vergaderingen van de Commissie bij.

**Art. 13.** De vergaderingen van de Commissie zijn niet openbaar.

IV - 2 Notulen van de vergaderingen

**Art. 14.** De Secretaris stelt de notulen van elke vergadering op.

De notulen vermelden :

- de benaming van het paritair lichaam;
- de plaats en de datum van de vergadering, het openings- en sluitingsduur;
- de namen van de aanwezige, verontschuldigde of afwezige leden en de organisatie die deze leden heeft voorgedragen;
- de namen van de plaatsvervangers die de verhinderde leden vertegenwoordigen;
- de namen van de technici;
- de punten op de agenda;
- de vaststelling door de voorzitter dat de voorwaarden tot een geldige beraadslaging vervuld zijn.

De notulen moeten de debatten beknopt weergeven alsmede de adviezen, beslissingen en stemmingen en de verklaring waarvoor gevraagd worden ze in extenso op te nemen.

**Art. 15.** De secretaris zendt binnen een termijn van 8 kalenderdagen de notulen over aan de voorzitter.

De voorzitter ondertekent de notulen van de vergadering, die hij binnen een 2e termijn van 8 kalenderdagen aan de werkende leden en de plaatsvervangers stuurt.

Bij gebrek aan een vraag om rechtzetting, gericht aan de voorzitter binnen 8 dagen te rekenen van de datum van ontvangst van de notulen, worden deze geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd en worden ze aan de Regering van de Franse Gemeenschap overgezonden.

De voorzitter legt de vraag om rechtzetting aan de leden, die de vergadering hebben bijgewoond, ter goedkeuring voor. In elk geval gebeurt de goedkeuring van de notulen bij het begin van de eerstkomende vergadering van de Commissie.

IV - 3. Beslissingen en andere handelingen van de commissie

**Art. 16.** De adviezen, voorstellen, vragen en beslissingen alsmede de andere handelingen van de Commissie worden goedgekeurd op de vergadering tijdens welke ze geformuleerd, genomen of gesloten werden en maken ieder het voorwerp uit van afzonderlijke genummerde documenten die bij de notulen van de vergadering worden gevoegd.

**Art. 17.** De beslissingen worden door de aanwezige leden eenparig genomen; zoniet moet binnen de veertien dagen een nieuwe vergadering plaatsvinden, op een tijdens de eerste vergadering vastgestelde datum.

Op de nieuwe vergadering worden beslissingen geldig genomen bij 2/3 meerderheid van de in elke groep uitgebrachte stemmen.

Blanco stembriefjes en onthoudingen worden niet als stemmen beschouwd.

**Art. 18.** De in de Commissie gesloten beslissingen kunnen bindend verklaard worden door de Regering van de Franse Gemeenschap, op verzoek van de Commissie of van een in de Commissie vertegenwoordigde organisatie.

Overeenkomstig artikel 11 geeft de Voorzitter aan de leden uiterlijk tijdens de eerstvolgende vergadering kennis van de beslissingen van de Regering omtrent de in vorig lid bedoelde aanvragen.

IV-4. Andere bevoegdheden van de voorzitter, de ondervoorzitter en de secretaris

**Art. 19.** De voorzitter vertegenwoordigt de Commissie in haar betrekkingen met derden.

Hij ondertekent de brieven van de Commissie.

Hij mag deze bevoegdheid niet aan de Secretaris afvaardigen.

**Art. 20.** Bij afwezigheid van de voorzitter vervangt de ondervoorzitter hem en oefent hij in dat geval dezelfde bevoegdheid als de voorzitter uit.

**Art. 21.** De secretaris vervult zijn opdracht onder het gezag en de leiding van de voorzitter.

IV-5. Samenstelling van werkgroepen

**Art. 22.** De Commissie mag werkgroepen samenstellen ten einde de bijzondere problemen die ze bepaalt, te onderzoeken.

De besluiten van de werkgroepen worden aan de Commissie ter goedkeuring voorgelegd.

#### HOOFDSTUK V. — Bemiddeling

**Art. 23.** De Centrale Paritaire Commissie kan onder haar leden een bemiddelingsdienst oprichten waarvan de samenstelling, de materiële bevoegdheid en de werkwijze door een beslissing van de Centrale Paritaire Commissie worden geregeld en die alle geschillen tussen de inrichtende machten en de personeelsleden, ressorterend onder die Commissie moet voorkomen of bijleggen.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het huishoudelijk reglement*

**Art. 24.** Dit huishoudelijk reglement mag bij beslissing van de Commissie gewijzigd worden indien de geplande wijzigingen niet van de wetgeving afwijken en op de agenda ingeschreven werden.

De wijziging wordt de Regering van de Franse Gemeenschap ter goedkeuring voorgelegd.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

## VII-1. Briefwisseling en archief

**Art. 25.** Elke briefwisseling over al wat de Commissie betreft, moet aan de voorzitter, ten zetel van de Commissie, bedoeld in art. 2, gericht worden.

**Art. 26.** Het archief van de Commissie wordt ten zetel van de Commissie bewaard.

## VII-2. Indiening van het huishoudelijk reglement

**Art. 27.** Dit huishoudelijk reglement, overeenkomstig de bepalingen van artikel 88 van voormeld decreet d.d. 6 juni 1994 goedgekeurd door de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt bij het secretariaat van de Commissie ingediend.

## VII-3. Inwerkingtreding

**Art. 28.** Dit reglement heeft uitwerking op 1 april 1996.

Aldus aangenomen op de vergadering d.d. 1 april 1996 van de Centrale Paritaire Commissie.

Mij bekend om gevoegd te worden bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 10 juli 1996.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister-Voorzitster belast met Onderwijs, Audiovisuele Media, Jeugdzorg, Kinderzorg en Gezondheid,  
Mevr. L ONKELINX

De Minister belast met Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,  
J.-P. GRAFE

De Minister van Begroting, Financiën, Ambtenarenzaken, belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie,  
J.-CL. VAN CAUWENBERGHE

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTÈRE  
DE LA REGION WALLONNE

[C — 27521]

Aménagement du territoire  
Plan de secteur

Un arrêté du Gouvernement wallon du 25 juillet 1996 arrête définitivement la modification partielle du plan de secteur du Sud-Luxembourg en vue de :

- la rénovation en zone de services des zones d'extraction, d'extension d'extraction, d'habitat et agricole reconnues en partie comme site d'activité économique désaffecté de la Briqueterie Deboule;

- la suppression d'une partie du solde de la zone d'extension d'extraction inscrite à Differt.

L'avis émis par la Commission régionale d'Aménagement du Territoire en date du 30 novembre 1995 est publié ci-dessous.

ÜBERSETZUNG  
MINISTERIUM  
DER WALLONISCHEN REGION

[C — 27521]

Raumordnung  
Sektorenplan

Durch Erlaß der Wallonischen Regierung vom 25. Juli 1996 wird die Teiländerung des Sektorenplans Süd-Luxemburg zu folgenden Zwecken endgültig beschlossen:

- Renovierung als Gebiet für Dienstleistungen der Abbaugelände, der Erweiterungen von Abbaugeländen, der Wohn- und landwirtschaftlichen Gebiete, die teilweise als stillgelegtes Gewerbebetriebsgelände der "Briqueterie Deboule" anerkannt worden waren;

- Beseitigung eines Teils des Überschusses der in Differt eingetragenen Erweiterung eines Abbaugeländes.

Das Gutachten des regionalen Raumordnungsausschusses vom 30. November 1995 wird hierunter veröffentlicht.

VERTALING  
MINISTERIE  
VAN HET WAALSE GEWEST

[C — 27521]

Ruimtelijke ordening  
Gewestplan

Bij besluit van de Waalse Regering van 25 juli 1996 wordt de gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Zuid-Luxemburg definitief bepaald met het oog op :

- de renovatie als gebied voor dienstverleningen van de ontginnings-, ontginningsuitbreidings-, woon- en landbouwgebieden die gedeeltelijk erkend zijn als afgedankte bedrijfsruimten van de steenbakkerij Deboule;

- de afschaffing van een deel van het overige ontginningsuitbreidingsgebied dat in Differt is opgenomen.

Het advies van de "Commission régionale d'Aménagement du Territoire" (Gewestelijke Commissie Ruimtelijke Ordening), uitgebracht op 30 november 1995, wordt hierna bekendgemaakt.